

Énergie : payer le gaz russe en roubles «contrevient aux sanctions» européennes, avertit von der Leyen

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 3 heures

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/02:37 🔊



«L'ère des carburants fossiles russes en Europe va bientôt être révolue», a déclaré la présidente de la Commission européenne. *KENZO TRIBOUILLARD / AFP*

La présidente de la Commission européenne a mis en garde ce mercredi les entreprises tentées de suivre les exigences du Kremlin.

L'Union européenne compte bien répondre à la Russie. Lors d'une conférence de presse, mercredi après-midi, la patronne de la Commission européenne a réagi [à la décision de Gazprom](#) de suspendre ses livraisons de gaz à la Pologne et à la Bulgarie. Dénonçant une «*provocation du Kremlin*», Ursula von der Leyen a promis une réponse «*immédiate, unie et coordonnée*».

À VOIR AUSSI - La Hongrie prête à payer le gaz russe en roubles, assure Viktor Orban

La Commission a notamment répondu aux informations de médias selon lesquelles des entreprises énergétiques se prépareraient à accepter [l'exigence de paiement en roubles](#) formulée par le Kremlin. «*Les paiements en roubles, si cela n'est pas prévu dans le contrat, sont bien des violations des sanctions*» européennes, a-t-elle mis en garde. La décision annoncée par Vladimir Poutine n'est «*pas conforme aux contrats*», et les entreprises ne doivent pas suivre cet impératif, sans quoi «*cela poserait un risque élevé pour les entreprises*», a mis en garde la représentante de l'exécutif européen.

Les vingt-sept vont s'assurer que «*la décision de Gazprom aura le moins d'impact possible pour les consommateurs européens*», a précisé la présidente de la Commission. La Pologne et la Bulgarie «*reçoivent déjà du gaz de leurs voisins de l'Union européenne*», a-t-elle ajouté, alors que ces deux pays dépendent à plus de 50% de la Russie pour leur gaz naturel. «*La Russie se prive de recettes importantes*», en touchant aux exportations de gaz vers ces partenaires, a noté la représentante.

L'UE veut aussi «*garantir un approvisionnement et un stockage de gaz suffisants à moyen terme*», et souhaite réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie en se tournant notamment vers l'approvisionnement en GNL et vers les États-Unis. «*Nous devons travailler avec des partenaires fiables et renforcer notre indépendance énergétique*», a martelé Ursula von der Leyen. «*L'ère des carburants fossiles russes en Europe va bientôt être révolue*», a-t-elle conclu.

Pour l'heure, la possibilité d'un embargo sur le gaz russe n'a pas été formellement retenue par Bruxelles. Mais la Bulgarie a prévenu qu'elle ne céderait pas au «*racket*» du Kremlin. La Pologne, de son côté, a prévenu que son pays n'aurait «*plus du tout besoin de gaz russe à partir de l'automne*». Les pays baltes ont aussi décidé de se couper de l'approvisionnement russe, et d'autres nations, comme la France et l'Allemagne, se préparent. «*Il peut y avoir une situation dans laquelle demain (...) il n'y aura plus de gaz russe*», et «*c'est à nous de préparer ces scénarios-là, et nous les préparons*», disait, fin mars, le patron de Bercy, Bruno Le Maire.

À VOIR AUSSI - Guerre en Ukraine: les pays «inamicaux» devront avoir des comptes en roubles pour avoir du gaz, déclare Poutine